

Le budget

ans, depuis 1984-1985, le fardeau fiscal des sociétés, par rapport au total des recettes du Canada, est passé de 13,5 p. 100 à 10 p. 100, alors que l'impôt sur le revenu des particuliers a augmenté de 10 à 15 p. 100 environ; il représente à l'heure actuelle près de 50 p. 100 de toutes les recettes gouvernementales.

C'est là une situation très grave au Canada. Une fois de plus, je vous le demande, que fait le ministre des Finances, afin d'y remédier? Nous l'avons vu réduire les budgets des programmes d'aide aux Canadiens et alourdir le fardeau des taxes, par exemple, en instituant une taxe à la consommation qui frappera le plus durement les Canadiens moyens et en allégeant encore de 9 milliards de dollars le fardeau fiscal des entreprises.

Certes, devant une telle situation, on aurait pu s'attendre à un budget tout autre, on aurait pu penser que le ministre des Finances serait assez responsable pour admettre la nouvelle réalité qui se dessine au Canada et pour se rendre compte qu'il existe des disparités de plus en plus grandes et une impression de plus en plus répandue que beaucoup de Canadiens sont laissés pour compte et totalement négligés.

Nous avons eu ici un débat sur la situation linguistique au Canada et beaucoup de Canadiens sont consternés devant l'émergence de forts sentiments anti-francophones dans un sens, ou anti-canadiens, dans certaines régions et collectivités. Ces sentiments découlent, en partie, de la situation économique qui les amène à penser qu'ils n'ont plus leur place au Canada. Tout est lié au fait économique. Si vous perdez votre emploi, vos revenus et votre industrie, vous cherchez un bouc émissaire. La colère monte.

Ce budget doit autant servir à restaurer l'unité nationale qu'à gérer des fonds. Pourtant, je ne vois rien dans ce budget qui démontre un souci de la situation actuelle.

M. Parent: Ils ne s'en préoccupent pas.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Peut-être que si. Mais peut-être que le ministre des Finances est tellement obnubilé par le déficit qu'il ne voit pas le reste, qu'il ne voit pas que le pays est en train de se désagréger économiquement et, par voie de conséquence, socialement et politiquement.

Il y a une autre dimension dont il n'est pas question dans le budget. Nous entendons souvent parler de mondialisation de l'économie, de notre place sur le marché international, sur la nécessité d'être concurrentiels, d'avoir une bonne productivité et de démontrer que nous pouvons répondre aux nouvelles demandes du marché international. Je reconnais que c'est un défi de taille. Je ne crois pas faire preuve d'esprit de parti en disant que nous sommes tous dans le même bateau et que nous voulons tous la prospérité du Canada.

Cependant, je reviens au document budgétaire, notamment à un chiffre peu connu, dont on n'a guère parlé. Le ministre des Finances n'y a certes pas fait allusion dans son exposé. Au cours de l'année qui vient seulement, nous serons confrontés à un déficit de notre compte courant de 20 milliards de dollars. Nous nous endettons envers les pays étrangers. Nous abandonnons de plus en plus nos droits économiques à des mains étrangères ce qui fait que nous finirons par ne plus être maîtres chez nous. Chaque heure qui s'écoule voit 3 millions de dollars quitter le pays. Voici quelques chiffres frappants: en 1965, notre dette extérieure représentait 17,9 p. 100 du produit intérieur brut. En 1988, elle est passée à 21 p. 100 et, à l'heure actuelle, elle représente environ 38 p. 100 de notre PIB.

Ces chiffres sont importants, car ils nous révèlent pourquoi nos taux d'intérêt sont élevés. Compte tenu de la fuite des capitaux et de l'argent vers l'étranger et de l'exode des dividendes, des montants récupérés et d'autres montants de ce genre, il faut que nos taux d'intérêt soient élevés pour inciter artificiellement les investissements au Canada. Nous payons maintenant le prix de décennies de mainmise étrangère sous forme d'une hémorragie de capitaux, comme on le voit actuellement au Canada.

D'ordinaire, nous pouvions compenser ce phénomène par une balance commerciale excédentaire. En 1984, dernière année d'un gouvernement libéral, nous avions un excédent commercial de 20 milliards de dollars. Savez-vous ce qu'il était l'an dernier, en 1989? Il n'était plus que de 4,6 milliards de dollars. Nous sommes malheureusement en train de perdre ce que nous pouvions payer au moyen de nos échanges commerciaux, de la vente de notre grain, de nos ressources et de nos produits.

Je voudrais vous faire remarquer, madame la Présidente, que ceci se passe à l'époque du libre-échange. Il y a un an à peine, le premier ministre, le ministre du Commerce